



www.global-unions.org

Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

DÉCLARATION DU CONSEIL GLOBAL UNIONS A L'OCCASION DU FORUM MONDIAL SUR LA MIGRATION ET LE DÉVELOPPEMENT ET LA JOURNÉE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DU FORUM BRUXELLES, 9 - 11 JUILLET 2007

UN DIALOGUE SOCIAL ET UN CADRE BASÉ SUR LES DROITS - AU CŒUR DE LA POLITIQUE MIGRATOIRE

INTRODUCTION

Formuler des politiques migratoires durables – le défi de notre époque

1. Aborder la migration de la main-d'œuvre est devenu indiscutablement un problème urgent non seulement pour les gouvernements, mais aussi pour une large frange d'acteurs sociaux tant au nord qu'au sud : les entités du secteur privé, les syndicats, les associations de migrants et de la diaspora ainsi que les organismes intergouvernementaux. Il s'agit clairement de l'un des problèmes mondiaux de notre époque. L'affaiblissement des marchés du travail du sud juxtaposé à une mondialisation féroce et à un chômage en hausse sont des incitants qui alimentent à la fois la migration nord / sud mais aussi sud / sud. Les populations vieillissantes et en baisse, ainsi que le besoin de combler les pénuries sur le marché du travail dans différents secteurs constituent certains attraits dans les pays d'accueil. Alors qu'en 1970, on dénombrait 82 millions de migrants internationaux (en prenant en compte les personnes qui avaient vécu en dehors de leur pays d'origine pendant plus d'un an), ce chiffre s'élevait à 175 millions en l'an 2000. A l'heure actuelle, nous sommes proches des 200 millions de migrants à l'échelle mondiale. Près de la moitié de ces migrants sont des femmes. L'Europe, l'Asie et l'Amérique du Nord représentent les destinations les plus populaires des migrants.

2. Il est instructif de regarder les chiffres du chômage mondial en étant confronté à l'ampleur du phénomène de la migration pour la main-d'œuvre. Le Directeur général de l'OIT parle d'une véritable crise de l'emploi, et estime que l'économie mondiale a besoin de créer 400 millions d'emplois au cours des dix prochaines années, sinon les incitants à la migration économique vont plus que probablement se renforcer. La communauté internationale doit faire face au défi de comprendre comment façonner un environnement politique qui facilite la migration structurée dont les résultats positifs profitent aussi bien aux pays d'origine qu'aux pays d'accueil, et aux migrants eux-mêmes. En tant que représentants de tous les travailleurs, en ce compris les migrants, et en tant que défenseurs de leurs droits et de leurs intérêts, la Confédération Syndicale Internationale (CSI) et les Fédérations syndicales internationales (GUF : Global Union Federations) doivent être une partie intégrante du dialogue pour cette politique. C'est pour cette raison que la CSI et les Fédérations syndicales internationales (GUF) se réjouissent de la



ITUC
www.ituc-csi.org



TUAC
www.tuac.org



BWI
www.bwint.org



EI
www.ei-ie.org



IAEA



ICEM
www.icem.org



IFJ
www.ifj.org



ITF
www.itf.org.uk



ITGLWF
www.itglwf.org



IUF
www.iuf.org



PSI
www.world-psi.org



UNI
www.union-network.org

Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

décision du Gouvernement belge d'accueillir le premier forum mondial sur la migration et le développement (GFMD) qui servira de suivi à la décision prise lors du Dialogue de haut niveau des Nations Unies en septembre 2006. Ce Forum sera précédé de la Journée de la société civile prévue le 9 juillet.

Le dialogue social et une approche basée sur les droits – la pierre angulaire de la politique migratoire

3. Les syndicats sont cependant inquiets du nombre limité d'occasions pour s'engager avec les gouvernements présents au Forum mondial sur les problèmes cruciaux de la migration de la main-d'œuvre dont ils débattront sous les trois larges rubriques suivantes :

- Développer le capital humain et la mobilité professionnelle
- Augmenter le volume et la valeur nets des versements ainsi que des autres ressources de la diaspora
- Améliorer la cohérence politique et promouvoir les partenariats

4. Ils nourrissent la même inquiétude pour le fait que l'on ne met pas assez l'accent sur une approche de la migration basée sur les droits, comme cela est mis en évidence dans les thèmes secondaires choisis pour le débat à l'occasion du Forum. Le travail préparatoire du Forum indique également clairement que le lien « migration et développement » est défini presque exclusivement en termes d'impacts positifs sur le développement des pays d'où proviennent les versements et les autres ressources de la diaspora. Dans les débats politiques actuels, on se soucie peu des dimensions importantes telles que l'exode des cerveaux et les effets du développement inégal sur les flux migratoires et le syndrome de la « migration par nécessité ». Cette déclaration vise à aborder ces déficits politiques dans le discours sur la migration et le développement, et à apporter les inquiétudes des syndicats à la table des débats de la Journée de la société civile. Par cette action, nous espérons que nos propositions pour surmonter ces déficits manifestes se retrouveront entièrement dans les conclusions de la société civile qui seront présentées aux gouvernements participants au Forum mondial sur la migration et le développement.

DÉFINIR LE LIEN ENTRE MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT

Vers un traitement exhaustif des droits et du développement

5. La plupart des débats politiques sur la migration et le développement se concentrent sur les contributions positives des migrants sur le développement par l'intermédiaire de versements et du réinvestissement du capital humain et financier vers les pays d'origine. Alors que ces processus sont précieux et ont besoin de l'appui politique soutenu, la preuve est faite que l'intention réelle des partisans de cette approche est de promouvoir des systèmes de migration du travail temporaire et restreint adaptés à combler les pénuries sur le marché du travail dans les pays développés. De telles approches restreintes évitent les problèmes liés à l'établissement permanent des migrants, au regroupement familial, à la protection des droits des migrants et à leur droit à bénéficier d'emplois et d'une qualité de vie convenables. En résumé, elles n'arrivent pas à inclure une dimension sociale aux politiques migratoires. Cette vision étroite et intéressée permettrait d'expliquer la portée limitée des thèmes secondaires sur la



Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

mobilité de la main-d'œuvre à l'occasion du forum, en s'occupant exclusivement des formes temporaires de migration, constituées de travailleurs hautement qualifiés ou faiblement qualifiés, et en explorant l'option de la migration circulaire. Celles-ci sont présentées comme favorables au développement puisqu'elles évitent les problèmes de la fuite permanente des cerveaux, et améliorent les contributions des migrants à leurs communautés d'origine par l'intermédiaire du transfert des connaissances, des versements, et d'autres formes de réinvestissement.

6. Les syndicats ont mis en doute ces formes de migration, et insistent sur le fait que les gouvernements et les employeurs des pays d'accueil devraient être prêts à endosser les responsabilités sociales et liées aux droits qui accompagnent leurs demandes de migrants afin de combler les pénuries du marché du travail dans plusieurs secteurs. Concrètement, les gouvernements devraient mettre en place des cadres réglementaires qui respectent les principes fondamentaux des droits humains garantis dans la Convention internationale de Nation Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et les membres de leurs familles, et appliquent les Conventions de l'OIT relatives aux travailleurs migrants, tout en garantissant également que les normes fondamentales du travail soient étendues aux travailleurs migrants. Souvent, ces derniers sous contrats temporaires se voient refuser l'option du regroupement familial, des opportunités de formation, des droits à l'immigration, des incitations à l'intégration et des droits sociaux basiques. On peut difficilement les organiser et ils hésitent souvent à s'affilier aux syndicats de crainte que leur employeur ne mette en question leur emploi et leur statut de résident. De telles conditions ont aussi pour conséquence l'exclusion des migrants de la société, et contribuent à favoriser la discrimination, le racisme et la xénophobie. Inclure une dimension sociale implique la mise en place d'accords de partenariat entre les gouvernements, les employeurs et les syndicats en tant que représentants des travailleurs migrants afin de garantir des conditions contractuelles équitables et d'avoir recours à des procédures de plaintes en cas de violation des droits.

Un cadre normatif pour la politique migratoire mondiale

7. Les syndicats demandent avec insistance pour qu'une approche basée sur le genre et sur les droits se trouve au cœur de toutes les politiques migratoires. Des politiques de ce genre devraient par conséquent être étayées par une structure normative informée, en premier lieu par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, la Convention sur les droits civils et politiques et la Convention sur les droits économiques, sociaux et culturels. De plus, une structure de ce genre devrait comprendre :

- La Convention internationale des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ;
- La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et la Convention des droits de l'enfant ;
- Les conventions sur les travailleurs migrants de l'OIT, C97 et C143 ;
- La déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi ;
- Le cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre ;
- La déclaration de Durban et le programme d'action de la conférence mondiale des Nations Unies de 2001 contre le racisme.



Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

Les politiques migratoires ne peuvent pas compromettre la réalisation des objectifs de développement du millénaire

8. Une approche détaillée de la migration et du développement se pencherait sur la relation de cause à effet mutuelle, c'est-à-dire non seulement les impacts de la migration sur le développement, mais également les impacts du développement ou du développement inégal sur la migration. En d'autres termes, elle examinerait également les causes fondamentales ou les incitants qui sous-tendent la migration et elle travaillerait sur des mesures pour les aborder. Une telle approche est essentielle pour élaborer une réponse politique adéquate sur la migration et le développement. Par conséquent, elle devrait constituer le point de départ du débat politique. Les analystes politiques devraient poser la question suivante : de quelle manière la mondialisation et l'intégration des marchés qui l'accompagne affectent-elles la croissance économique, le développement et la croissance du marché du travail dans les pays d'origine des travailleurs ? Et comment ces éléments affectent-ils à leur tour les tendances et les flux migratoires ? Ces processus favorisent-ils le développement, défini en termes de croissance économique robuste qui génère des emplois décents, garantit l'accès à des services publics subventionnés de manière adéquate et susceptible de réaliser les objectifs de développement du millénaire et les autres objectifs convenus au niveau international ?

9. Le fait d'adopter cette série de questions et la séquence causale sous-jacente en tant que point de départ conceptuel est une chose importante, car cela permettra d'assurer que les politiques de migration renforcent réellement les efforts de développement au lieu de les amoindrir. Les préoccupations à propos de l'amoindrissement des efforts de développement n'ont jamais été aussi importantes. Le rapport 2006 de l'Organisation Mondiale de la Santé attire l'attention sur les effets perturbateurs de sorties substantielles du secteur de la santé de nombreux pays d'origine, spécialement en Afrique sub-saharienne, et souligne l'importance de gérer ces sorties dans le but de préserver les performances optimales de ce secteur qui est aussi important pour le développement. Le rapport met en garde : « Lorsqu'un pays a un système de santé fragile, la perte de sa main-d'œuvre peut faire en sorte que l'entièreté du système risque de s'écrouler et les conséquences peuvent être mesurées en pertes humaines. Dans ces circonstances, le calcul de la migration internationale passe de l'exode des cerveaux aux « flux fatals ».

Vers une structure de co-développement pour la politique migratoire

10. Tout en s'assurant que les politiques de migration et de développement se renforcent les unes les autres en éliminant les risques de « flux fatals » et en maximisant les avantages positifs pour les pays qui envoient et reçoivent des travailleurs et pour les migrants eux-mêmes, ce sont quelques principes essentiels qui devraient étayer la formulation des politiques de migration et de développement. L'adoption de l'approche de co-développement au niveau d'une formulation de politique de ce genre (comme cela est recommandé par le rapport du Secrétaire Général des Nations Unies pour le dialogue de haut niveau de 2006) fournit un cadre pour la réalisation de cette formulation. En utilisant des évaluations avant et après l'impact, les partenaires au co-développement devraient évaluer les plans de migration au niveau de leur cohérence avec une série



d'objectifs de migration et de développement émanant des principes soulignés ci-dessus.

Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

11. L'identification de ces objectifs de migration et de développement constituerait une étape importante pour la mise sur pied de politiques. Des accords au niveau de ces objectifs devraient tenir compte de la situation spécifique parmi les partenaires au co-développement, mais on recommande ici d'inclure plusieurs objectifs, cohérents au niveau des engagements internationaux qui ont déjà été pris par les gouvernements, dans un cadre de co-développement :

- Le co-développement doit être profondément basé sur les principes des droits de l'homme ;
- Les politiques relatives à la gestion de la migration et à l'intégration des migrants dans les pays d'accueil doivent aller de pair avec des politiques pour l'emploi et pour un travail décent dans les pays d'origine et dans les pays d'accueil, avec une grande insistance sur l'offre d'emplois décents dans les pays d'origine des travailleurs, dans les pays en développement et dans les pays de transit ;
- Il faut accorder la priorité à l'offre de services publics de qualité et subventionnés de manière adéquate, particulièrement dans le domaine de l'éducation et de la santé, et de protections sociales, afin de garantir un emploi décent et une vie décente, d'endiguer l'exode des cerveaux et de réaliser les objectifs de développement du millénaire et les autres objectifs convenus au niveau international ;
- La reconnaissance que le déficit au niveau des emplois décents dans les pays en développement et que l'impuissance de l'économie mondiale à créer des emplois dans les endroits où les gens vivent sont des facteurs de progression critiques dans le syndrome de la « migration par nécessité » soulignent le fait que les politiques d'assistance doivent renforcer les marchés du travail et créer des emplois décents qui fournissent un salaire naturel pour les gens dans leurs communautés ;
- Incorporer l'agenda pour des emplois décents de l'OIT dans les PRSP et dans les autres cadres de développement au niveau national dans les pays en développement d'où viennent les travailleurs ;
- Tout en conservant une approche de développement au niveau de la politique migratoire, éviter de traiter les versements comme un mécanisme externe de financement du développement comparable à l'Aide publique au Développement (APD) et à l'Investissement Direct Etranger (IDE). Au lieu de cela, soutenir l'incorporation, dans les cadres de développement, de systèmes pour le réinvestissement des versements et des autres ressources issues de la diaspora dans des communautés locales bénéficiant des paiements, tout en
- augmentant le ratio d'endettement des ressources APD pour compléter des systèmes de ce genre ;
- Au niveau des partenaires hôtes du co-développement, s'assurer que les engagements APD sont respectés, et que les échéances sont respectées pour atteindre la cible des Nations Unies de 0,7 % de revenu national brut.
- Au niveau des partenaires sources du co-développement, aborder les facteurs de progression en rapport avec la « migration par nécessité » en fournissant des subventions adéquates pour des services publics de qualité et pour soutenir l'agenda relatifs aux emplois décents ;
- Tout en conservant les engagements d'intégrer une approche basée sur les droits pour le développement (Document de conclusion du Sommet mondial de 2005 ; Déclaration ministérielle ECOSOC 2006 sur les emplois décents),



œuvrer en vue de la ratification et de l'application effective des conventions des Nations Unies, et des Conventions de l'OIT relatives aux droits humains, aux droits économiques, civiques et de l'emploi des migrants.

Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

RÉALISATION DE LA COHÉRENCE POLITIQUE

12. Le Forum mondial sur la migration et le développement va concentrer certaines de ses discussions sur les manières d'augmenter la coordination et la cohérence au niveau de la formulation et de l'application des politiques migratoires. Afin de réaliser cette cohérence politique, il est nécessaire en premier lieu d'identifier où se trouvent les déficits au niveau de la cohérence de la politique, en ce qui concerne la migration. La discussion dans la section précédente met en lumière la tendance parmi les politiciens de prendre la migration comme une donnée et de définir la portée de la formulation politique dans le contexte étroit du remplissage des trous du marché du travail dans les pays qui accueillent les travailleurs. Étant donné cette approche, les objectifs de développement et les engagements convenus par les gouvernements et leurs obligations au niveau des droits humains et des droits du travail n'ont pas la priorité, et sont faiblement intégrés dans la politique migratoire s'il y en a une. L'aggravation du déficit est le fait que les acteurs de la politique de migration et de développement œuvrent en grande partie dans des arènes politiques séparées. Il y a un manque d'arrangements institutionnels pour garantir que les politiques de migration renforcent les efforts de développement et restent cohérentes avec les obligations en matière de droits de l'homme et de droits du travail.

13. Afin de réaliser la cohérence au niveau national, des cadres doivent être créés pour engager tous les ministères pertinents (planification économique et population, coopération au développement, Intérieur, Travail) au niveau des politiques de migration et de développement. Des cadres au niveau international pourraient aider à renforcer la coordination parmi les agences et les entités avec un mandat au niveau économique, du développement, social, du travail et des droits de l'homme (ECOSOC, Banque Mondiale, OIT, HCDH, HCR, PNUD, UNIFEM, UNFPA, Conseil des droits de l'homme, OIM) afin d'augmenter la cohérence politique sur des questions relatives à la politique de migration mondiale et le développement et d'appuyer les agendas politiques nationaux correspondants, y compris le travail décent et la réalisation des objectifs de développement du millénaire.

14. Aux niveaux mondial et national, des arrangements consultatifs doivent être convenus afin d'impliquer le secteur privé, les syndicats, les organisations de migrants et les autres acteurs de la société civile dans des discussions visant à augmenter la cohérence de la politique autour d'un ensemble détaillé de valeurs normatives et d'objectifs.

15. Tous les efforts mondiaux pour réduire la migration et le développement doivent être entrepris avec le cadre de la Charte des Nations Unies, qui protège les obligations en matière de droits de l'homme.



Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

INCORPORATION D'UNE DIMENSION LIÉE AU GENRE DANS LES POLITIQUES MIGRATOIRES

16. L'assurance que les dimensions liées au genre sont incorporées dans la politique migratoire et que les cadres réglementaires constituent une priorité pour les syndicats. Aujourd'hui, les femmes représentent près de la moitié de tous les migrants, et sont plus nombreuses que les migrants masculins dans les pays développés. Elles voyagent de plus en plus comme des travailleuses migrantes de leur plein droit, indépendamment de leur époux ou pour des raisons de regroupement familial. Indépendamment de leur statut, leurs droits en tant que personnes humaines et leurs droits syndicaux doivent être reconnus et respectés. Les jeunes femmes sont souvent exposées au risque d'exploitation et de violence basée sur le genre, spécialement dans le secteur du divertissement, et en tant que travailleuses domestiques. Elles représentent également la grande majorité des victimes de trafic. Au niveau de leurs plaidoiries et par le biais des accords de partenariat, les syndicats doivent insister sur le fait que les cadres législatifs représentent une disposition adéquate pour la protection des droits des femmes migrantes, et que des mécanismes de mise en application soient en place afin de garantir l'acceptation par les recruteurs et les employeurs. La reconnaissance des femmes migrantes en tant que « qu'agents de changement économique et social » (et pas uniquement en tant que victimes) est tout aussi importante, à condition qu'elles disposent de l'intégralité des droits et de l'espace accordé afin de participer réellement aux processus de prise de décisions au sein des syndicats, sur le lieu de travail et dans la société.

DIALOGUE SOCIAL ET PARTENARIATS

Le modèle tripartite de consultations de l'OIT

17. Étant donné la multiplicité des intérêts et des acteurs impliqués, la formulation de politiques migratoires durables et l'acquisition d'expérience requièrent la coopération à plusieurs niveaux : mondial, régional, national et intersectoriel ; et parmi plusieurs groupes d'acteurs : les gouvernements, les autorités locales, les entités du secteur privé, les syndicats, les associations de migrants et de la diaspora, les ONG. Le modèle tripartite de consultations de l'OIT propose un cadre institutionnel approprié et réalisable pour le développement d'accords de partenariat à un niveau bilatéral ou régional ainsi que pour une concertation au niveau national sur des questions en rapport avec les travailleurs migrants. Par exemple, dans les pays d'accueil, des accords pourraient être atteints afin de renforcer les inspections du travail et d'établir de nouveaux mandats dans le but d'inspecter les conditions de travail et de vie des migrants, garantir le respect par les employeurs des dispositions relatives à la non-discrimination et à l'égalité des salaires dans les codes de travail, et adresser des plaintes portant sur les abus sur les lieux de travail. Ce cadre pourrait être utilisé pour promouvoir la responsabilité sociale des entreprises (RSE) et contrôler le respect du secteur privé (employeurs et recruteurs) des codes éthiques convenus qui garantissent la protection des droits des travailleurs migrants. Des accords pourraient être atteints pour étendre l'adhésion au syndicat et les protections aux travailleurs migrants et pour utiliser la négociation collective comme un instrument permettant d'assurer l'égalité des droits et de traitement des migrants par rapport aux travailleurs nationaux.



Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

18. Les syndicats cherchent de plus en plus à promouvoir ou à renforcer des cadres de ce genre. En tant que pays d'accueil des migrants, le Costa Rica et l'Irlande présentent des exemples où l'établissement de mécanismes tripartites de ce genre a donné lieu au développement d'agendas stratégiques à propos des travailleurs migrants. Par le biais de cette approche, les partenaires en Irlande (le gouvernement, les employeurs, les syndicats, les organismes agricoles et les représentants des communautés) se sont engagés à réaliser des consultations systématiques au niveau national pour aborder des questions telles que le statut de résidence et les permis de travail ainsi que le développement d'un code de déontologie contre le racisme sur le lieu de travail. (Source : Cadre tripartite de l'OIT sur la migration de la main-d'œuvre).

Partenariats entre les syndicats

19. Un autre modèle de partenariats qui offre un grand potentiel pour faire respecter les droits des travailleurs migrants est composé des partenariats entre les syndicats qui impliquent les pays d'origine et les pays de destination. L'Internationale des Travailleurs du bâtiment et du bois (BWI) a établi de tels partenariats dans le secteur de la construction. L'Internationale des services publics (PSI) a établi des partenariats bilatéraux entre les membres des syndicats dans les pays d'origine et les pays de destination pour la défense de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail pour les travailleurs migrants dans le domaine des soins de santé et pour recommander l'adoption d'un code de déontologie de l'OMS dans le recrutement international éthique de travailleurs dans les soins de santé. La Confédération syndicale internationale (CSI) a créé un groupe de travail interdépartemental sur la migration. Il sert de point central au niveau mondial, permettant aux affiliés d'avoir l'opportunité d'harmoniser la politique et d'explorer les bonnes pratiques dans le domaine de la migration. Ses importants objectifs comprennent l'intégration des questions relatives aux travailleurs migrants dans toutes les politiques / activités syndicales, ainsi que dans les consultations tripartites et les négociations collectives. A ce niveau, un intérêt important est le travail décent, l'égalité de traitement, l'accès aux services publics pour les migrants et leurs familles, et la suppression de toutes les formes de discrimination.

20. Comme point de départ des bonnes pratiques, la CSI a établi trois accords de partenariat entre des affiliés dans les pays d'origine et de destination des migrants, de la manière suivante : l'Indonésie avec la Malaisie, le Sénégal avec la Mauritanie et le Nicaragua avec le Costa Rica. Le MTUC, Malaisie a créé un centre pour migrants, et les affiliés provenant des deux autres pays de destination (Mauritanie et Costa Rica) feront de même, dans le but de soutenir l'intégration des migrants sur le lieu de travail et dans leurs communautés. Les syndicats dans les pays de l'Union européenne et en Amérique du Nord ont des projets de long terme et des campagnes organisées par des syndicats, dans le but de garantir l'intégration complète des travailleurs migrants et de leurs familles. Les migrants à Hong Kong ont créé leur propre syndicat qui est affilié au HKCTU.



Council of Global Unions:

Chair:

Fred van Leeuwen, EI

Vice Chair:

Anita Normark, BWI

Past Chair:

Phil Jennings, UNI

Secretary:

Guy Ryder, ITUC

CONCLUSIONS – Se tourner vers les Nations Unies comme étant le lieu de détermination de la norme pour la migration

21. Les syndicats mettront en avant des exemples de bonnes pratiques pour la discussion lors de la Journée de la société civile du Forum mondial sur la migration et le développement. Étant donné le niveau insatisfaisant de participation des syndicats au Forum mondial sur la migration et le développement, il devient très important de déclarer qu'une approche qui tente de tenir en échec les syndicats et les Organisations de la Société civile n'est pas recommandée et est contre-productive. La formulation et l'application de la politique ont peu de chance de réussir sans la participation de ceux qui sont directement concernés, à savoir les syndicats et les associations de travailleurs migrants en tant que représentants des travailleurs migrants. Les syndicats ont la ferme intention que ce message soit bien entendu et compris par le Forum mondial sur la migration et le développement.

22. De plus, les syndicats soutiennent que, au niveau mondial, les Nations Unies sont le lieu le plus logique pour accueillir un Forum mondial annuel de cette nature. Nous sommes préoccupés par le fait que les États membres des Nations Unies n'ont pas réussi à se mettre d'accord en septembre dernier lors du dialogue de haut niveau sur la migration et le développement pour présenter cette réunion annuelle au sein des Nations Unies, où un cadre basé sur les droits, tel que stipulé au paragraphe 7 ci-dessus, aurait pu fournir des garanties adéquates au niveau de la protection des droits des travailleurs migrants. Nous conseillons vivement aux États membres de se tourner vers les Nations Unies pour la poursuite de ce forum consultatif mondial. Les cadres consultatifs de l'ECOSOC et de l'OIT permettent également aux syndicats d'occuper une place dans le dialogue sur la politique, une place qui est aujourd'hui refusée, dans le contexte du Forum mondial sur la migration et le développement, organisé à l'initiative d'États membres individuels. Cette situation doit être rapidement redressée.



ITUC
www.ituc-csi.org



TUAC
www.tuac.org



BWI
www.bwint.org



EI
www.ei-ie.org



IAEA



ICEM
www.icem.org



IFJ
www.ifj.org



ITF
www.itf.org.uk



ITGLWF
www.itglwf.org



IUF
www.iuf.org



PSI
www.world-psi.org



UNI
www.union-network.org



Fred Van Leeuwen
President



Guy Ryder
Secrétaire